



Pappas & Associates

Attorneys at law

Inside this issue:

Consumer Safety

Nouveaux produits alimentaires : la guerre des clones 2

Energy and the EU 2020 Strategy

Education and Employment Under the Europe 2020 Strategy 5

Internal Market/ Common agricultural Policy

Adjudicating on “currants” and other types of raisins 7

Information Society & Data Protection

Data Privacy Plans get a “Facelift” as the EU Presses for Stiffer Rules 10

Intellectual Property

La Cour annule partiellement l’arrêt du Tribunal concernant l’enregistrement du signe « Bud » en tant que marque communautaire après constatation d’erreurs de droit 12





Pappas & Associates

Attorneys at law

Consumer Safety

Nouveaux produits alimentaires : la guerre des clones

Damien Thavard

Après près de trois ans de négociations sur la question du règlement sur les nouveaux aliments, la législation est abandonnée après l'échec des négociations entre Conseil et Parlement dans la nuit du 28 au 29 mars dernier.

Les nouveaux produits alimentaires sont régis, depuis 1997 par le Règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires. Des aliments peuvent être considérés comme "nouveaux" s'ils sont issus de nouveaux procédés technologiques, ou si – comme c'est le cas pour un aliment exotique – leur consommation dans l'Union n'a pas une histoire significative. Dans les deux cas, ces aliments sont définis de cette façon depuis le 15 mai 1997, date à laquelle l'Union européenne a introduit le règlement relatif aux nouveaux aliments afin d'assurer des contrôles avant commercialisation.

Une réglementation dépassée

Dans le cadre de l'amélioration de la législation communautaire relative aux aliments «de la ferme à la table» et du renforcement de sa cohérence, la Commission avait annoncé, dans son livre blanc sur la sécurité alimentaire, son intention d'examiner l'application de la législation relative aux nouveaux aliments et d'apporter les adaptations nécessaires à la législation existante. Elle a partiellement concrétisé cette intention en faisant adopter le règlement n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. Il était dès lors nécessaire de remanier le règlement relatif aux nouveaux aliments, étant donné qu'il ne s'appliquait plus aux denrées alimentaires génétiquement modifiées.

La Commission a donc, en janvier 2008, présenté une proposition mettant à jour la réglementation sur les nouveaux aliments. Celle-ci visait, tout en assurant la sécurité alimentaire, la protection de la santé humaine et le bon fonctionnement du marché intérieur dans le domaine des denrées alimentaires, à simplifier la procédure d'autorisation, à développer un système d'évaluation de l'innocuité plus adapté pour les aliments traditionnels en provenance de pays tiers (considérés comme nouveaux aliments en vertu du règlement actuel), ainsi qu'à préciser la définition d'un nouvel aliment, en tenant compte des nouvelles technologies qui ont un effet sur les denrées alimentaires, et le champ d'application du règlement relatif aux nouveaux aliments.

Ce règlement devait en outre améliorer l'efficacité, la transparence et la mise en œuvre du système d'autorisation, contribuant aussi à une meilleure application du règlement et donnant aux consommateurs la possibilité de choisir en connaissance de cause en les informant sur les denrées alimentaires.

Visions inconciliables

En première lecture, le Parlement européen ajouta un certain nombre d'amendements relatifs en particulier aux nanomatériaux et aux techniques de reproduction non-naturelles. Plus particulièrement, le parlement estime que « *Le clonage des animaux est incompatible avec la directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages [7], dont l'annexe dispose, en son point 20, que les méthodes d'élevage naturelles ou artificielles qui causent ou sont susceptibles de causer des souffrances ou des dommages aux animaux concernés ne doivent pas être*



pratiquées. Les aliments obtenus à partir d'animaux clonés ou de leurs descendants ne doivent donc pas figurer sur la liste communautaire ».

La réponse du Conseil se veut assez cinglante puisque celui-ci estime que *“les aliments issus d'animaux produits au moyen de techniques de reproduction non traditionnelles (par exemple le clonage) et de leurs descendants relèvent du champ d'application du règlement”*. Même si ce dernier estime qu'un règlement centré sur cette question serait nécessaire par la suite, le règlement sur les nouveaux produits alimentaires ne pouvant gérer intégralement cette question de manière satisfaisante, néanmoins *« cette solution permet d'éviter le vide juridique qui existerait si ces denrées alimentaires étaient exclues du règlement comme le proposait le Parlement européen, en l'absence de toute législation réglementant la production de denrées alimentaires issues d'animaux clonés »*.

La Commission adoptait une approche médiane en estimant que la proposition du Conseil d'inclure les animaux descendants d'animaux clonés dans le champ d'application du règlement n'était pas approprié puisque les animaux issus d'animaux clonés l'était par des méthodes de reproduction traditionnelle, et que ceux-ci ne devaient pas faire l'objet d'une autorisation avant leur mise sur le marché, ne rentrant pas dans la définition des aliments nouveaux.

Deux philosophies différentes

Conseil et Parlement ont campé sur leurs positions et ne sont pas parvenus à un accord sur un texte final après la deuxième lecture. La position du Conseil était en effet plus basée sur une approche scientifique et neutre, les évaluations menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESAs) n'ont mis en lumière aucun risque de santé publique lié à la consommation de viande ou de lait issus d'animaux clonés.

La position du Parlement était elle centré sur les question éthique et la volonté populaire. Les députés ont en effet mis en avant la question de la santé et du bien-être animal, aux implications éthiques et aux conséquences possibles de la réduction de la diversité génétique des animaux d'élevage. Ils s'appuyaient également sur un sondage Eurobaromètre de 2008 menée auprès de 25 000 citoyens de l'Union européenne faisant apparaître que 58% des personnes interrogées considéraient que le clonage à des fins de production alimentaire était "injustifié". 83% d'entre elles estimaient que les aliments issus d'animaux clonés, en cas d'autorisation à la vente, devaient être étiquetés. 63% ont déclaré qu'il serait "peu probable" qu'elles achètent des aliments issus du clonage.

Échec de la procédure de conciliation

Après l'échec de la procédure législative en deux lectures, des négociations de conciliation ont été initiées entre le Parlement et le Conseil avec la participation de la Commission européenne, pour tenter de parvenir un accord.

Le Parlement a fait une proposition d'ouverture au cours de cette négociation en proposant que les animaux clonés et leur descendance puisse être inclus dans le champ d'application de la législation et par la suite autorisé à la consommation, à condition qu'un étiquetage mentionnant cette origine soit obligatoire. Proposition rejetée par le Conseil, ce qui a clôt les discussions et enterré la proposition de règlement.

Le communiqué conjoint du rapporteur et du Président de la délégation du Parlement européen rapporte en effet que *« Nous avons fait un effort énorme pour faire des compromis, mais nous n'étions pas prêts à trahir le droit des consommateurs de savoir si les aliments proviennent d'élevage d'animaux clonés. Étant donné que l'opinion publique européenne est majoritairement contre le clonage des aliments,*



Pappas & Associates

Attorneys at law

l'engagement d'étiqueter tous les produits alimentaires issus de la progéniture clonée représente un strict minimum. Le Conseil soutient uniquement l'étiquetage d'un type de produit: les viandes fraîches ».

Le Conseil a lui indiqué qu'une telle solution d'étiquetage aurait été inapplicable en pratique, et qu'une telle obligation aurait pu avoir des conséquences négatives importantes du point de vue du commerce international.

On se dirige donc à présent vers des législations séparées traitant de la question du clonage d'une part et des nanomatériaux d'autre part, à charge pour la Commission de proposer de tels textes. Qui promettent des discussions encore animées.



Pappas & Associates

Attorneys at law

Energy and the EU 2020 Strategy Education and Employment Under the Europe 2020 Strategy

Erika Sebestyen

A look into the European Union's 2020 Strategy, with a focus on education and employment, and the Hungarian Presidency's important role in the control and governance of the Strategy through the European Semester.

First the Lisbon Strategy, then the EU 2020 Strategy

Prior to the Europe 2020 Strategy, the Lisbon Strategy (2000-2010) sought to make the European Union "the world's most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustaining growth with more and better jobs and greater social cohesion"¹, by 2010.

Europe 2020 is a multifaceted strategy for growth and jobs for the next decade. It identifies three priorities: smart growth (through the development of education, research and innovation and the completion of digital society), sustainable growth (for a resource efficient, greener and more competitive economy) and inclusive growth (aiming to achieve a high-employment economy, fight against poverty and strengthen social and territorial cohesion). In order to bring the Strategy into realization, five headline EU-level targets have been set up, which Member States have been asked to transform into national targets. Moreover, the European Commission has also proposed seven flagship initiatives in order to meet the headline targets.

"In the EU, knowledge - meaning R&D, innovation and education - is a key driver of productivity growth."² The EU 2020 Strategy is famous for its focus on economic growth even though it stresses education as a crucial factor. Although economic growth is the key to raise the employment level, the financial crisis has shown that it can rather be achieved through improving the productivity of existing resources than increasing labor, capital and resources. Investing into human capital and improving knowledge can raise productivity and this is why it is at the center of Europe's future economic well-being.

In the European Union, 5 million people under the age of 25 are looking for a job and the level of youth unemployment has reached 21%. In an attempt to solve this problem, the European Commission launched its first initiative, 'Youth on the Move', on 15 September 2010, to embrace education, training and employment and to promote student mobility in order to increase young people's access to the labor market. Its headline targets include the following goals: 3% of the EU's GDP should be invested into R&D and innovation; the share of early school leavers should be under 10% and at least 40% of 30-34 year-olds should complete third level education by 2020.

Article 165 of the Treaty on the Functioning of the European Union provides that 'The Community shall contribute to the development of quality education by encouraging cooperation between Member States and, if necessary, by supporting and supplementing their action'. For the education targets to be achieved, a revision of EU and national competences is essential. Nevertheless,

¹ http://europa.eu/press_room/pdf/complet_en_barroso_007_-_europe_2020_-_en_version.pdf (14.03.2011)

² [http://www.lex.unict.it/eurolabor/en/documentation/com/2005/com\(2005\)-24en.pdf](http://www.lex.unict.it/eurolabor/en/documentation/com/2005/com(2005)-24en.pdf) (14.03.2011)



education is an area where the subsidiarity principle applies and thus falls directly into Member State competence. In order not to lag behind in matters of education and innovation after the Euro crisis and high unemployment level in the EU, Member States should re-examine their approach to competences.³

Another flagship initiative of the Commission is the 'Agenda for new skills and jobs', which complements the first initiative and includes two headline targets. On the one hand, it aims to reach the EU employment rate target for women and men of 75% for the 20-64 year-olds by 2020. On the other, the EU headline target is to reduce by 25% the number of Europeans living below the national poverty lines, lifting over 20 million people out of poverty.⁴

The Treaty on the Functioning of the European Union provides that Member States shall coordinate their economic policies and promoting employment within the Council. In Articles 121 and 148 it provides that the Council is to adopt broad economic policy and employment guidelines. These guidelines form together the 'Europe 2020 Integrated Guidelines' that specify the framework for the Europe 2020 Strategy and reforms at Member State level. Member States shall draw up National Reform Programs on this basis, and the European Council shall assess every year the overall progress achieved both at EU and national level in implementing the strategy.⁵

The Hungarian Presidency's role through European Semester

The Hungarian Presidency will also play an important role in the control and governance of the EU 2020 Strategy, especially through the recently launched European Semester. It aims to reinforce coordination, to strengthen common European provisions on economic governance and to promote growth in line with the Strategy. The cycle starts in January with an Annual Growth Survey by the European Commission, identifying economic challenges for the EU and it will be presented to the European Parliament. In April, Member States will submit their Stability and Convergence Programs and their National Reform Programs to the Commission to evaluate them. Then, the Council will issue country specific policy guidance in June and July.⁶

Conclusion

The success of the Strategy mainly depends on the methods of implementation and monitoring. The targets are not included in mandatory legal documents but in proposals, and the open method of coordination is without any consequences which makes the enforcement inefficiently. Thus, the Europe 2020 Strategy should be implemented in partnership with all national, regional and local authorities, associating national parliaments, social partners and representatives of civil society.

³ http://ec.europa.eu/governance/impact/planned_ia/docs/12_eac_youth_on_the_move_communication_en.pdf (14.03.2011)

⁴ <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=958> (15.03.2011)

⁵ [http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com\(2010\)0193_/com_com\(2010\)0193_en.pdf](http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/com/com_com(2010)0193_/com_com(2010)0193_en.pdf) (15.03.2011)

⁶ <http://www.consilium.europa.eu/showFocus.aspx?lang=EN&focusID=504> (28.03.2011)



Internal Market/ Common agricultural Policy Adjudicating on “currants” and other types of raisins

Argyri Panezi

On the 3rd of March, 2011 the Court of Justice of the European Union delivered the following opinion: Case C-161/09. With this case the Court answers the preliminary questions asked by the Council of State of the Hellenic Republic (Simvoulío tis Epikrateias) regarding: the extend to which article 29 ECT [which is now article 35 TFEU] “precludes national legislation which, on the one hand, prohibits dried grapes from being brought from different areas of the Member State concerned [Greece], for the purpose of storage, processing and packaging for export, to a specific area of that state in which it is permitted to store and pack only locally grown grapes and, on the other hand, reserves the possibility of recognizing “Vostizza” PDO solely for dried grapes which have been processed and packed in the area in which they were cultivated.”

Kakavetsos-Fragkopoulos AE Epexergasias kai Emporias Stafidas v. Nomarchiaki Aftodioikisi Korinthias

The decision commented with this article is one that includes a rather incomprehensible vocabulary for non-Greek speakers and a rather complicated vocabulary for readers not familiar with European Union trade law.

This short comment begins with stipulating the facts of the case, then the relevant EU law provisions and in the end a brief analysis of the case law and of what the European Court said in this case.

Definitions and facts

Fragkopoulos is a company engaged in processing and marketing currants and owns a dried grape processing and packing plant in the region of Kiato in Corinthia.

“Black Corinth” is a “seedless ancient Greek grape variety prized for its super sweet pea-sized seedless black fruit [...] The dried fruit is marketed under the name “Zante currants” or sometimes just “currants”⁷

Article 1 of the Greek Law 553/1977 on measures to protect and support exports of currants and other related questions provides that: “1. The land on which currants are cultivated shall be divided as follows: (a) area A [...] (b) area B [...]. 2. It is prohibited to bring currants from area A for storage, packing, and export abroad.” [...]

Fragkopoulos brought an action against the above prohibition by the Greek law, claiming that the national law is contrary to European Union law, in particular the principles of the free movement of goods and non-discrimination. In essence, the claim is that the prohibition goes beyond what is necessary to attain the objective of quality and reputation of the “Vostizza” variety of dried grape. His complaint reached the Greek Council of state, which subsequently referred to the Court of Justice of the European Union, the preliminary question as quoted on the beginning of this article (see the

⁷ For reference, see the interesting details at: http://en.wikipedia.org/wiki/Black_Corinth and http://en.wikipedia.org/wiki/Zante_currant / See also: <http://www.nutfruit.org/raisins>



summary part, which quotes the question not as asked by the Greek Council of State – 3 questions – but as re-stated and formed by the Court).

This is a case of intra-Community and in a preliminary state intra-State trade.

Law

The relevant primary EU law provision for this case is the (ex) article 29 ECT, which at present is article 35 TFEU:

Quantitative restrictions on exports, and all measures having equivalent effect, shall be prohibited between Member States.

Thenceforth, Article 36 (ex Article 30 TEC) is crucial: *The provisions of Articles 34 and 35 shall not preclude prohibitions or restrictions on imports, exports or goods in transit justified on grounds of public morality, public policy or public security; the protection of health and life of humans, animals or plants; the protection of national treasures possessing artistic, historic or archaeological value; or the protection of industrial and commercial property. Such prohibitions or restrictions shall not, however, constitute a means of arbitrary discrimination or a disguised restriction on trade between Member States.*

Both articles are part of chapter 3 of the free movement of goods part of the TFEU: “Prohibition of quantitative restrictions between member states.”

The Court’s Holding

The Court, in paragraph 22 of the case at hand, reiterates its settled case law on this area regarding standing: Article 29 provides that quantitative restrictions on exports and all measures having equivalent effect are prohibited between member states. It is established case law that that provision is recognized as having direct effect and, therefore, conferring rights on individuals, which the national courts must protect” (the Court cites *Redmond and Delhaize and Le Lion*).

Then, on the scope of article 29 the Court cites among others, the guiding decisions in this area: *Deutsches Milch-Kontor, Consorzio del Prosciutto di Parma and Salumificio S. Rita, Belgium v. Spain*.

As also commented within the decision, it is the general tendency of the EU legislation to enhance the quality of products within the framework of the common agricultural policy. And within this context it is important to protect and promote the reputation of the quality products through, *inter alia*, the use of designations of origin which enjoy special protection. Thus the designations of origin fall within the protective scope of article 30 TEC (current article 36). The rationale behind the derogations that article 30 provides for is explained by the court also in this case in paragraphs 30-40.

Within the analysis of the above provisions and their rational bases, the Court pays special attention to the principle of proportionality. Indeed, the Advocate General commented and also the Netherlands government submitted written observations on this matter (see para. 40): it was pointed out that: *“it is quite possible to envisage a solution less restrictive of the free movement of goods, such as requiring the producers to have separate production lines, or even separate warehouses, in which only dried grapes of the same geographical origin can be stored, processed and packed”*.

Thus, the Holding of the Court, based on the proportionality test was the following [para.49]:

“In those circumstances, it must be held that an absolute prohibition on movement of dried grapes between the two sub-areas of area A, such as that imposed in the legislation at issue in the main



Pappas & Associates

Attorneys at law

proceedings, cannot be regarded as objectively justified on grounds of the protection of industrial and commercial property for the purpose of Article 30 EC, since it does not pursue that objective consistently and does not comply with the requirements of the principle of proportionality.”

And [paras.61, 62]:

“In those circumstances, an absolute prohibition of the movement of dried grapes between the second sub-area of area A and area B, such as that laid down by the legislation at issue in the main proceedings, cannot be regarded as justified on grounds of consumer protection and the prevention of fraud, since it does not pursue that objective consistently and does not comply with the requirements of the principle of proportionality.

In the light of the foregoing considerations, the answer to the questions referred is that Article 29 EC must be interpreted as precluding national legislation, such as that at issue in the main proceedings, which lays down an absolute prohibition on bringing in, storing, processing and packing for export dried grapes both as between the two sub-areas of area A and as between the second sub-area of area A and area B, since it does not enable the legitimate objectives pursued to be met consistently and goes beyond what is necessary to ensure the attainment of those objectives.”

Conclusion

In view of the above holding, it seems that trade rules as well as habits of the raisins market need to alter to comply with the primary law of the European Union. This is one of the cases that remind not only the Greek but also the European Union lawyer in general that common agricultural policy has been and is one of the very core sectors regulated by the Union. In this respect, this case demonstrates also how ultimately products like the Corinthian raisins, or in previous cases French liquor, German bier, or Italian prosciutto become case law for the Court of Justice of the EU.



Pappas & Associates

Attorneys at law

Information Society & Data Protection Data Privacy Plans get a “Facelift” as the EU Presses for Stiffer Rules

Stratis G. Camatsos

European Union Justice Commissioner Viviane Reding says she will introduce stringent privacy rules to protect users of Internet social networking sites.

The Sharing of Personal Data

The European Commission Wednesday rolled out some of its proposed privacy rights for citizens sharing personal data on the Internet, saying there should be a strict “right to be forgotten”. European Union justice chief Viviane Reding, said that sites like Google and Facebook must abide by data privacy rules *or else* they will face court action.

Reding's speech outlined the new stipulations for personal data storage. The new rules target the lifespan of personal data held by companies. As a “*right to be forgotten*” users would have to have the ability to delete their accounts (and data footprints) through such popular sites. The announcement comes about a year after the EU warned Facebook that privacy settings should be simplified, which prompted the company into making them easier to understand.

She went on to state, “To enforce the EU law, national privacy watchdogs shall be endowed with powers to investigate and engage in legal proceedings against non-EU data controllers whose services target EU consumers.” This would mean that national privacy bodies that deal with data issues would get powers to examine and potentially prosecute companies with services aimed at EU consumers.

The issue has always been who has the responsibility, or in legal terms, the burden of proof, to prove who is the owner of the data, or at least, who has the right to use this data as they see fit; the consumer or the data processor. Commissioner Reding targeted this issue by stating that “*the burden of proof should be on data controllers, those who process your personal data. They must prove that they need to keep the data, rather than individuals having to prove that collecting their data is not necessary.*”

What is the “right to be forgotten?”

This would mean users who post videos (to YouTube), photos (to Picasa), articles, status updates on Facebook, and any content would have to be given the option to remove all properties or digital assets.

This is a hot issue on the web now and it is not always as simple as placing a removal request or clicking on a delete button. Google's Privacy Counsel says that “more and more, privacy is being used to justify censorship. In a sense, privacy depends on keeping some things private, in other words, hidden, restricted, or deleted. In a world where evermore content is coming online, and where evermore content is find-able and share-able, it's also natural that the privacy counter-movement is gathering strength. Privacy is the new black in censorship fashions. It used to be that people would invoke libel or defamation to justify censorship about things that hurt their reputations. But invoking libel or defamation requires that the speech not be true. Privacy is far more elastic, because privacy claims can be made on speech that is true.” However, it seems like the EU disagrees with his outlook on what data privacy and protection really mean; a right to be protected and not to be taken lightly.



Although the right to be forgotten right was the most talked about announcement, the data privacy outline was more elaborate. She explained that EU law would be based on four central principles:

- 1) Citizens had to have a "right to be forgotten", to opt out of data collection and for those companies collecting it to prove a need to store the information.
- 2) Companies will have to be transparent on what data they are collecting and with whom it is shared. Surveys had showed that this issue was of particular importance for young people on social networking sites, and so, this addressed those concerns.
- 3) The third pillar is 'privacy by default'. Privacy settings often require considerable operational effort in order to be put in place," she said. "Such settings are not a reliable indication of consumers' consent. This needs to be changed."
- 4) These laws must protect all EU citizens no matter where they are in the world. For example, these laws would bind third-party telecommunications companies whenever they processed data from a EU account.

On a more general note about data held by public authorities, Reding said, "the Commission can now consider extending the general data protection rules to the areas of police and judicial cooperation in criminal matters. Limitations to rights in this area would need to comply with the general rules, and be clearly defined and proportionate". It is believed that there is need to have greater harmonization of enforcement of data-protection rules within the EU. That includes a "more coordinated approach at EU level" to privacy concerns about online mapping services. The EU has previously raised concerns about Google's online Street View map service.

The commission is expected to finalize its proposal in the summer. However, any new rules are likely to be some way off. They would need to be approved by the European Parliament and Member States by the European Council. Nevertheless, the EU Commission has gotten the ball rolling on this issue.



Intellectual Property

La Cour annule partiellement l'arrêt du Tribunal concernant l'enregistrement du signe « Bud » en tant que marque communautaire après constatation d'erreurs de droit

Panayota Boussis

La Cour annule partiellement l'arrêt du Tribunal concernant l'enregistrement du signe « Bud » en tant que marque communautaire et renvoie l'affaire au Tribunal pour une nouvelle décision. La Cour considère en effet que les arrêts T-225/06, T-255/06 et T-309/06 comportent plusieurs erreurs de droit, car selon elle, une indication géographique protégée dans un Etat membre ne peut empêcher l'enregistrement d'une marque communautaire que lorsque celle-ci est effectivement utilisée d'une manière suffisamment significative dans la vie des affaires sur une partie importante de cet Etat.

Les antécédents du litige

De 1996 au 4 juillet 2000, Anheuser-Busch a déposé auprès de l'OHMI quatre demandes visant à obtenir l'enregistrement en tant que marque communautaire de la marque figurative et verbale BUD pour certains types de produits, dont les bières. La société Budvar a formé des oppositions au titre de l'article 42 du règlement n° 40/94 pour l'ensemble des produits spécifiés dans les demandes d'enregistrement. En vertu de cet article, un signe utilisé dans la vie des affaires dont la portée n'est pas seulement locale peut faire obstacle à l'enregistrement d'une marque communautaire. Au soutien de son opposition, la société Budvar invoqua l'existence d'une marque antérieure « Bud », enregistrée pour de la bière d'une part, en France, en Italie et au Portugal au titre de l'arrangement de Lisbonne, et, d'autre part, en Autriche au titre des traités bilatéraux en cause.

La division d'opposition a néanmoins rejeté les oppositions formées à l'encontre de l'enregistrement des marques faisant l'objet des trois autres demandes d'enregistrement, en considérant, en substance, que la preuve n'avait pas été apportée que l'appellation d'origine «Bud», pour ce qui est de la France, de l'Italie, de l'Autriche et du Portugal, était un signe utilisé dans la vie des affaires dont la portée n'est pas seulement locale. La société Budvar a introduit un recours contre cette décision, cependant, la deuxième chambre de recours de l'OHMI a rejeté les recours formés par Budvar contre ces décisions.

La société Budvar a par la suite saisi le Tribunal de première instance qui, constatant que l'OHMI avait commis des erreurs de droit par rapport à la protection des droits antérieurs, a annulé les décisions de l'OHMI par lesquelles les oppositions de la brasserie Budvar avaient été rejetées.

Considérations de la Cour

La société Anheuser-Busch a formé un pourvoi contre l'arrêt du Tribunal devant la Cour de Justice. Dans son arrêt, la Cour rejette plusieurs des moyens invoqués par la société en question ainsi que par l'OHMI, mais constate néanmoins que l'arrêt du Tribunal comporte trois erreurs de droit. La Cour a d'abord observé que le Tribunal a jugé, d'une part, qu'il résulte des termes mêmes de l'article 8, paragraphe 4, du règlement n° 40/94 que cette disposition vise la portée du signe en cause et non celle de son utilisation, et que, d'autre part, la portée de ce signe doit s'entendre de l'étendue géographique de sa protection, laquelle ne doit pas être seulement locale. Sur ces points, la Cour a jugé que l'arrêt attaqué comporte une erreur de droit. En effet, selon la Cour, c'est à tort que le



Tribunal a estimé qu'il suffisait, afin d'établir que la portée de la marque n'était pas uniquement locale, que cette marque ait été protégée dans plusieurs Etats. La Cour estime en effet que « *la portée d'un signe ne saurait être fonction de la seule étendue géographique de sa protection, car, s'il en était ainsi, un signe dont l'étendue de la protection n'est pas purement locale pourrait, de ce seul fait, faire obstacle à l'enregistrement d'une marque communautaire, et ce alors même qu'il ne serait utilisé dans la vie des affaires que d'une manière marginale* ». La Cour considère donc que « *pour pouvoir faire obstacle à l'enregistrement d'un nouveau signe, celui qui est invoqué à l'appui de l'opposition doit être effectivement utilisé d'une manière suffisamment significative dans la vie des affaires et avoir une étendue géographique qui ne soit pas seulement locale, ce qui implique, lorsque le territoire de protection de ce signe peut être considéré comme autre que local, que cette utilisation ait lieu sur une partie importante de ce territoire* ». Des critères de durée et de l'intensité de l'utilisation de ce signe en tant qu'élément distinctif pour ses destinataires doivent donc être pris en considération.

La Cour constate ensuite que le Tribunal a commis une erreur supplémentaire en jugeant que l'article 8, paragraphe 4, du règlement n° 40/94 ne requiert pas que le signe en cause fasse l'objet d'une utilisation sur le territoire de protection de celui-ci et que l'utilisation sur un territoire autre que celui dans lequel il est protégé peut suffire, y compris en l'absence de toute utilisation sur le territoire de protection. La Cour considère en effet, que ce n'est que sur le territoire de protection du signe que le droit applicable confère à celui-ci des droits exclusifs qui peuvent entrer en conflit avec une marque communautaire. L'appréciation de la condition relative à l'usage dans la vie des affaires doit donc, selon la Cour, être effectuée de façon séparée pour chacun des territoires où le droit qui est invoqué au soutien de l'opposition est protégé. La portée d'un signe ne pourrait dès lors pas être déduite d'une appréciation cumulative de l'utilisation du signe sur les deux territoires pertinents.

Enfin, la Cour constate qu'en jugeant que l'utilisation du signe en cause dans la vie des affaires devait seulement être démontrée avant la publication de la demande d'enregistrement de la marque et non, au plus tard, à la date de dépôt de cette demande, le Tribunal avait commis une erreur de droit supplémentaire. En effet, la Cour estime que compte tenu notamment, du délai significatif qui peut s'écouler entre le dépôt de la demande d'enregistrement et la publication de celle-ci, l'application du critère de la date de dépôt de la demande est de nature à mieux garantir que l'usage invoqué du signe en cause est un usage réel et non une pratique qui n'aurait eu pour objet que d'empêcher l'enregistrement d'une marque nouvelle. Par ailleurs, la Cour estime que l'utilisation d'un signe effectuée exclusivement ou en grande partie au cours de la période se situant entre le dépôt de la demande d'enregistrement d'une marque communautaire et la publication de cette demande ne sera pas suffisante pour établir que ce signe a fait l'objet d'une utilisation dans la vie des affaires démontrant qu'il revêt une portée suffisante.

Arrêt de la Cour

La Cour prenant en considération ces erreurs de droit commises par le Tribunal, a partiellement annulé l'arrêt de ce dernier et a renvoyé l'affaire devant le Tribunal pour un nouveau jugement.